

PREFET DE L'AIN

COPIE

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des réglementations
Références : ACM

Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS CHROMECA à BEYNOST

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 autorisant la SAS CHROMECA à exploiter un atelier de traitement de surfaces à Beynost ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2012 fixant des prescriptions complémentaires à la SAS CHROMECA,
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 16 mai 2014, suite à l'inspection réalisée sur le site le 22 avril 2014 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 16 mai 2014 transmettant à la SAS CHROMECA son rapport suite à la visite du site,

CONSIDERANT que lors de sa visite de l'établissement réalisée le 22 avril 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2012 susvisés n'étaient pas respectées,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : La SAS CHROMECA est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à BEYNOST – 74, allée des Grandes Combes - Zone Industrielle Ouest, de respecter :

- les dispositions du premier alinéa de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté,
- les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2012, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté,
- les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2012, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

Article 3 : En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de BEYNOST pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le Président de la SAS CHROMECA – 74, allée des Grandes Combes - ZI Ouest 01700 BEYNOST;

• et dont copie sera adressée :

- au maire de BEYNOST,

- au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 18 JUIL. 2014

Le Préfet,
Pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet


Rémi BOURDU